



# VAINCRE le chômage et la précarité

n°92 14 février 2013

Lettre du comité chrétien de solidarité avec les chômeurs et les précaires

## **L'espérance qu'un jour le monde change**

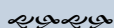
*Seigneur, comment se fait-il  
qu'à notre époque,  
plus de trois millions de chômeurs  
laissent tant de gens indifférents ?*

*Seigneur, entends-tu leur désarroi,  
entends-tu leur souffrance ?  
Ils sont seuls, sans statut,  
sauf ce mot qui leur colle à la peau  
« Chômeurs ».*

*Certains militants  
s'engagent, réfléchissent  
depuis de nombreuses années,  
à faire disparaître ce fléau.  
Mais tu sais bien Seigneur,  
ils sont peu nombreux.  
Seigneur, aide-les  
à continuer ce combat,  
aide-les à entraîner  
d'autres personnes dans leur sillage.*

*Tu sais bien, Seigneur,  
que chaque homme et chaque femme  
devrait pouvoir vivre de son travail  
et ne pas avoir peur du lendemain.  
Tu sais Seigneur  
que ce combat est rude.*

*Et pourtant, nous devons garder  
foi en Toi,  
foi en l'autre.  
Donne-nous  
l'espérance qui délivre  
de la peur et du découragement.*



Anne-Marie Chaton

C'est à Jésus que fait référence cette citation de l'Evangile. La pierre destinée à prendre sa place dans l'édifice du temple de Dieu est rejetée par tous ceux qui considèrent qu'elle n'est pas digne de prendre cette place dans l'édifice. Trop fragile ou décalée. Pas adaptée. Pas conforme aux normes. Mais cette pierre rejetée peut devenir la pierre d'angle. Pour les amis de Jésus, c'est lui, l'exclu, l'ami des exclus, qui est devenu la pierre de fondation. Celle à partir de laquelle tout l'édifice prend forme. La pierre de base. Peut-être pas du même édifice, pas celui qui a été imaginé. Mais celui qui est construit, qui sort de terre.

C'est cette même référence qui a été choisie pour la journée des forums qui se tiendront à Lourdes pendant le rassemblement Diaconia 2013. Elle dit le projet de ces forums. Du rassemblement Diaconia 2013 dans son ensemble.

Quand on pense forum, souvent on imagine une assemblée réunie pour écouter des spécialistes sur un sujet, des experts qui délivrent leur savoir. Puis à un débat qui s'ouvre.

C'est bien ce qui va se passer à Lourdes. Des spécialistes, des experts, vont partager leur connaissance des sujets abordés dans ces forums. Mais, pour une fois peut-être, ces experts parleront d'expérience. Non pas ce qu'ils savent sur le sujet, mais l'expérience qu'ils en ont. Ceux à propos de qui l'on parle habituellement, les plus pauvres, les plus

fragiles, seront les experts que l'on écouterait. Ceux qui, trop souvent, ne sont pas jugés dignes de prendre leur part aux débats. Ils sont relégués dans le silence, parce que les entendre est toujours plus déroutant que de parler d'eux. Enfermés dans le silence parce qu'il est plus confortable de faire des thèses, mêmes justes, que d'entendre le témoignage, incarné.

*« La pierre rejetée des  
bâisseurs est devenue  
la pierre d'angle »*



Olivier MORAND

Ils deviendront alors la pierre d'angle de l'édifice. Celle sur laquelle se construira la rencontre. C'est leur expérience, accueillie dans leur parole, qui donnera le ton de ces forums. Et qui appellerait les autres participants à parler de la leur, à leur tour. Ces forums nous donneront l'occasion, pas si fréquente, de passer du « Ils » au « Je ».

C'est ensemble que, s'appuyant sur l'expérience vécue, on pourra chercher des pistes à vivre dans la suite du rassemblement à Lourdes. Au retour, comment mieux nouer des liens vivants avec les personnes en difficulté ? Comment partager leur chemin, et nous laisser transformer par ce compagnonnage ? Comment chercher avec eux les actions nécessaires à mener ensemble, plutôt que de construire des projets les concernant ?

Voilà un beau programme. Que l'on peut vivre aussi dans chacune de nos communautés. Pour une autre manière de construire notre façon de vivre ensemble, les pierres rejetées devenant pierres d'angle.

## Données générales

Smic mensuel brut <sup>(1)</sup>	1 430,22 €
Smic horaire brut <sup>(1)</sup>	9,43 €
RSA (personne seule y c. forfait logement) <sup>(1)</sup>	483,24 €
Nombre d'allocataires du RSA <sup>(2)</sup>	1 887 000
Inflation <sup>(3)</sup>	1,3 %
Production industrielle, var. annuelle <sup>(4)</sup>	- 3,2 %
Solde du commerce extérieur <sup>(5)</sup>	- 65,8 Mds €
Solde des administrations publiques <sup>(6)</sup>	- 103,1 Mds €
Emissions de gaz à effet de serre <sup>(7)</sup>	522 Mt éq. CO <sub>2</sub>
Variation par rapport à 1990	- 6,5 %

Sources : Insee, Cnaf, ministère de l'Emploi, Douanes, Citepa

1. Au 1<sup>er</sup> janvier 2013.
2. En métropole, au 30 septembre 2012.
3. Décembre 2012, en glissement sur douze mois.
4. Novembre 2012 (trois derniers mois rapportés à la même période de l'année précédente).
5. Novembre 2012. Solde sur les douze derniers mois des échanges de marchandises FAB/FAB, y compris matériel militaire.
6. Déficit public notifié en 2011.
7. Estimation 2010 en millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub>.

## Emploi

Emploi salarié dans les secteurs principalement marchands <sup>(1)</sup>	16 065 600
Taux de chômage <sup>(2)</sup>	9,9 %
Taux de chômage des femmes <sup>(2)</sup>	10,0 %
Taux de chômage des moins de 25 ans <sup>(2) (3)</sup>	24,2 %
Nombre de demandeurs d'emploi <sup>(4) (6)</sup>	3 132 600
Nombre total de demandeurs d'emploi <sup>(5) (6)</sup>	4 904 900
Chômeurs de plus d'un an <sup>(5) (6)</sup>	1 944 100

Sources : Insee et ministère de l'Emploi

1. Au troisième trimestre 2012.
2. Troisième trimestre 2012, France métropolitaine.
3. Le taux porte sur les actifs (hors personnes scolarisées).
4. Hors activité réduite (catégorie A). France métropolitaine.
5. Toutes catégories, sauf les demandeurs d'emploi non tenus à des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C). France entière.
6. Novembre 2012.

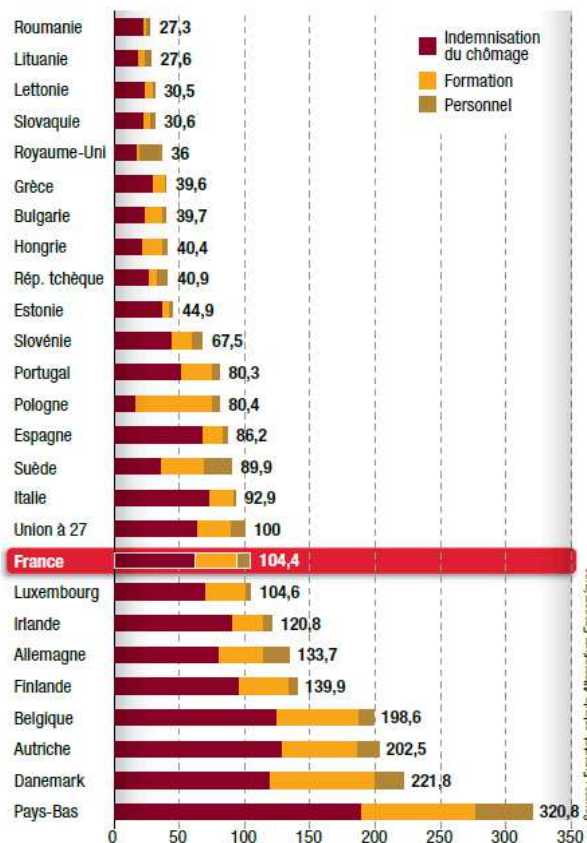
## Le scandale du non recours aux droits sociaux

5,3 Mds€

Chaque année 5,3 milliards d'euros de revenu de solidarité active (RSA), 700 millions d'euros de couverture maladie universelle complémentaire, 378 millions d'euros d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé ne sont pas versés aux personnes qui y ont droit. Ces chiffres figurent dans l'ouvrage *L'envers de la fraude sociale*, rédigé par un collectif d'universitaires rattachés au CNRS. Les auteurs rappellent que le montant annuel de cette fraude aux prestations sociales est estimé à 4 milliards d'euros. Pour ce collectif, le non recours ne constitue pas une économie, mais signifie au contraire l'appauvrissement de bon nombre de ménages et une perte de recettes pour la collectivité.

## Graphiques et données chiffrées d'après Alternatives économiques n°321, février 2013

Dépenses en faveur des chômeurs en points de PIB, rapportées au taux de chômage en 2009, base 100 = Union européenne



Lecture : ce graphique exprime, en indice, la part de la richesse nationale accordée à chaque chômeur : le Danemark est ainsi plus de deux fois plus généreux que la France vis-à-vis de ses chômeurs.

## Indemnisation du chômage

Peut-on faire de substantielles économies sur les indemnités des chômeurs, comme le suggère la Cour des comptes dans son dernier rapport ? Selon Eurostat, avec 6 % de chômeurs en 2009, le Danemark a dépensé 3,2 % de son produit intérieur brut (PIB) pour les indemniser, les former et les encadrer. La même année, la France n'a dépensé que 2,4 % de son PIB pour prendre en charge ses 9,5 % de chômeurs.

Si les Français voulaient vraiment se doter d'une flexisécurité à la danoise, ils auraient dû y consacrer 51 milliards d'euros supplémentaires cette année-là.

Guillaume Duval

Article Web - 23 janvier 2013



Un sourire, ça nourrit pas. »

Chômeuse  
(Seine-Maritime)

## « LA SOLIDARITÉ MISE À MAL ? » 31<sup>e</sup> CONGRÈS DE L'UNIOPISS\*

Pour le CCSC, José Dhers a participé, avec 1 500 autres délégués, au Congrès de l'UNIOPISS qui s'est tenu à Lille du 23 au 25 janvier 2013. Il en donne un écho.

\* L'UNIOPISS (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux) regroupe 30 000 établissements, 1 million de salariés et près d'1 million de bénévoles.

La région Nord-Pas-de-Calais est une région chaleureuse s'il en est, multipliant les expériences de dialogue usagers - acteurs sociaux, favorisant une démocratie « participative ». A contrario nous avons appris par un sondage CSA-UNIOPISS-MACIF sur « Les Français et les solidarités » que cette valeur est en perte de vitesse dans les représentations de nos concitoyens par le fait de replis individualistes, identitaires, voire communautaristes. J'ai vérifié à Lille qu'elle demeurait forte. Dans une Europe où le chômage approche des 12%, et la France se retrouve dans cette moyenne, l'atelier sur l'emploi est parmi ceux qui ont attiré le plus de monde. Il fut question des prochaines élections européennes et de la nécessité de peser pour que le nouveau traité européen puisse faire du social un pilier aussi important que la seule dimension économique.

Participant au réseau EAPN qui milite pour l'Europe sociale, le CCSC, en la personne de Philippe Dager, cherchera à y faire valoir les droits des chômeurs et à favoriser le développement d'une politique d'accompagnement et de formation de retour à l'emploi au niveau européen.

Voici quelques courts extraits de l'intervention du Président de la République et de Dominique Balmay, président de l'UNIOPISS, en clôture du congrès, le 25 janvier 2013.

« Votre histoire est en fait celle de l'innovation sociale. C'est dans vos structures qu'ont été inventés par exemple les services d'aides et de soins. C'est dans vos associations que pour la première fois ont été représentés les usagers des établissements que vous aviez ouverts, ces personnes frappées par un aléa de la vie qui néanmoins voulaient dignement faire valoir leurs droits. C'est également à l'initiative de votre organisation qu'a émergé le concept que vous avez repris d'économie sociale et solidaire, c'est-à-dire d'un secteur qui n'est pas simplement celui de la générosité et du secours à la personne, mais d'un secteur qui crée de l'emploi et de l'activité, compétitif et en même temps solidaire. Vous contribuez donc largement à la création d'emplois.

*Nous avons le devoir de lutter contre le chômage. Nous n'y parviendrons pas simplement avec les moyens de la croissance pourtant indispensable. Nous avons à mobiliser toutes nos forces – et donc les vôtres – pour atteindre cet objectif. »*

Après cette introduction, le Président de la République aborda les trois priorités que sont pour lui la lutte contre la pauvreté, le handicap et le vieillissement.

*« La République, dit-il en conclusion, c'est à la fois une protection – celle des plus humbles, des plus fragiles – c'est une promesse de réussite pour ceux qui veulent aller de l'avant et c'est une espérance d'être ensemble pour longtemps parce que nous sommes une grande nation avec une belle histoire et qui n'en a pas fini. Vous montrez qu'il n'y a pas de fatalité et que nous pouvons lui opposer à chaque instant la volonté et la solidarité. »*

Dominique Balmay avait proposé 4 axes transversaux de réflexion, puisque la transversalité est la « marque de fabrique » de l'UNIOPISS.

1. *Le phénomène du non recours aux droits. Il est massif, dépassant parfois les 70%. Il met en cause la pertinence des garanties proposées par l'Etat, il contribue au discrédit de la loi.*
2. *La multiplication des mesures rend la protection sociale peu lisible et lente. Il faut donc créer un véritable droit à l'accompagnement.*
3. *Les mesures annoncées sont surtout dans l'urgence. Or la recherche de la cohésion sociale exige des vues longues.*
4. *Ce dont nous avons besoin, c'est d'un plan d'ensemble alliant la nécessité de préserver l'égalité des droits sur tout le territoire et la mise en œuvre du principe de subsidiarité qui suppose la responsabilité première du terrain. Le plan d'ensemble devrait être centré sur le souci de l'utilisateur.*

Au CCSC, à ALERTE, nous serons spécialement attentifs à ce que le chômage et la précarité reculent effectivement.

— José DHERS, CCSC

Christophe Dejours dénonce le système actuel, qui, en optant pour l'évaluation individuelle des performances dans le monde du travail, a détruit les collectifs de travail et par là même la solidarité, renvoyant chacun à la solitude. Selon Christophe Dejours, la société n'est pas loin de « la panne ». Il propose, à l'instar de certaines entreprises, de créer un autre modèle de fonctionnement reposant sur la coopération à réinventer, sans pour autant abandonner la rentabilité.

Yvette MARTIN, CCSC





## CÉCILE RENOUARD ET GAËL GIRAUD

Le 15 novembre 2012, à l'invitation de Justice et Paix, Chrétiens en Forum et du CCSC, Cécile Renouard et Gaël Giraud sont venus s'expliquer sur leur livre « *Le Facteur 12* » dans les locaux de la Conférence des Evêques de France.

Extraits de leurs interventions : Marie-Christine Brun



### Cécile Renouard

Extraits de son intervention.

J'ai lu récemment un passage de Plutarque, dans « La vie des hommes illustres », dans lequel il dit que le romain Publius Publicola proposait un écart maximal de 12 entre la superficie de terrain dévolue au citoyen de base et le terrain accordé au sénateur. Il y a bien longtemps, le facteur 12 était déjà à l'ordre du jour. Aujourd'hui dans les multinationales les écarts de rémunération peuvent aller de 1 à 500, voire de 1 à 1 000, et même plus.

Dans notre livre, nous avançons des raisons économiques, éthiques et politiques pour plaider en faveur d'une diminution des écarts de rémunération, qui sont un signe de profond dysfonctionnement démocratique. Ce discours est souvent traité de « bien-pensance », d'utopique. Il faut donc tout d'abord évaluer si une diminution de l'écart des revenus peut favoriser une efficacité économique aussi bien qu'une équité sociale. La question qui se pose ensuite est celle de savoir s'il faut laisser au pouvoir public le soin de fixer le niveau de redistribution via la fiscalité ou s'il faut également plaider pour une réduction des écarts de rémunération qui soit fixée à l'intérieur même des entreprises.

### Arguments économiques

Dans les entreprises, on entend souvent le discours selon lequel il existerait un marché des hauts dirigeants. Mais un certain nombre d'études montre que ce marché n'existe pas, et que, de plus, les salaires astronomiques de certains, ne correspondent pas à une compétence exceptionnelle qui rémunérerait de façon équitable à la fois le risque et le capital.

Par ailleurs, un rapport de Terra Nova, montre comment le maintien des plus bas salaires au niveau minimal prévu par la loi a des effets pervers puisque ce sont les pouvoirs

publics qui doivent alors compléter ces salaires, par des mesures sociales. Emmanuel Faber, vice président du groupe Danone a calculé qu'une diminution de 30% des 1% les mieux payés de son entreprise permettrait de doubler le salaire des 20% les moins bien payés.

L'exemple montre que, pour ceux qui choisissent de travailler dans l'économie sociale et solidaire, plus que le niveau de rémunération, ce qui compte c'est la question du sens, de l'activité économique, d'une forme de convivialité dans le travail.

### Arguments éthiques et politiques

On remarque, en voyant parfois le trader qui gagne plus que le PDG de son groupe, qu'il n'y a pas de corrélation entre le niveau de salaire et l'utilité sociale de son travail dans l'entreprise. Lloyd Shapley, prix Nobel d'économie, a mis au point « la valeur de Shapley » qui est une manière de calculer la contribution de chacun au bien-être collectif. En écrivant notre livre, avec Gaël Giraud, nous avons contacté un ancien préfet pour savoir, en cas de plan ORSEC, à qui l'on fait appel en premier. Il a d'abord mentionné le rôle des aides-soignantes, puis celui de la police et de l'armée. Cet exemple montre bien qu'il y a un certain nombre de métiers qui sont fondamentaux pour le bien-être collectif, mais ces métiers sont souvent très mal rémunérés.

Un argument de plus pour limiter les écarts, c'est que cela donnerait un rôle moins important à la sphère marchande par rapport à d'autres dimensions de l'existence. Cela rejoint une théorie de la justice comme celle du philosophe américain Mickaël Walzer qui, dans son livre « Sphère de justice », montre que la justice est de faire en sorte que chaque individu soit considéré, valorisé par les autres dans un domaine ou l'autre de son existence.

Encore un autre argument, celui de la qualité du tissu social. Force est de reconnaître que l'augmentation du revenu de quelques uns entraîne une augmentation des inégalités qui détériore le tissu social, augmente les dépenses publiques en termes de santé, aussi bien que de prévention de la violence.



- ... Ce qui vaut pour la qualité du tissu social vaut aussi en termes écologiques. Ce sont les plus riches qui polluent le plus et qui contribuent le plus à la dégradation de nos écosystèmes.

Quelques leviers, enfin, pour avancer dans les débats publics et vis à vis des décisions politiques. On nous a souvent demandé pourquoi ce facteur 12. En vérité, le but est surtout de proposer au débat public l'idée qu'il faut arriver à un écart maximal.

Dans la fonction publique, hors primes, cet écart est de 1 à 5. Et si on rajoute les primes il passe de 1 à 11.

Quant au secteur de l'économie sociale et solidaire, souvent l'écart est de 1 à 5, très rarement de 1 à 10.

Dans les TPE il est rarement au delà de 1 à 5.

Or, un sondage réalisé l'année dernière par le CSA montre que 75% de la population plaide pour un facteur 10, c'est donc incroyable qu'il y ait un tel discours de justification de la part des élites, discours relayé par les médias. Très souvent, aussi, on nous oppose que cet argument du facteur 12 est de l'idéalisme, ou de la démagogie, de la « bien-pensance ». Finalement est-ce qu'on ne doit pas reconnaître que le refus de toute discussion est bien l'expression de la volonté d'une caste de maintenir ses privilèges et ses avantages aux dépens de l'intérêt général. C'est le signe d'une rupture du contrat social qui nous semble gravissime.

On peut encore ajouter que la machine à créer des écarts ne peut plus s'arrêter, même si l'on voulait simplement maintenir, en valeur absolue, l'écart actuel. Un calcul mathématique le montre facilement. Cela indique bien dans quelle impasse technique et politique nous nous trouvons.

Pour terminer je dirai qu'une société moins inégalitaire et plus démocratique a aussi toutes les chances d'être plus heureuse. Elle permettrait de retrouver le sens des liens et de la relation à l'autre. Vis à vis de l'entreprise, cela plaide pour une gouvernance renouvelée, dont la discussion de l'écart des salaires pourrait être un aspect important.

Tous ces arguments plaident pour une transformation du capitalisme.

Je terminerai en citant un petit passage de l'Angelus du 23 septembre 2007 dans lequel Benoît XVI a des paroles assez fortes :

« Le capitalisme ne doit pas être considéré comme l'unique modèle valide d'organisation économique. L'urgence de la faim et l'urgence écologique dénoncent avec une évidence croissante la logique du profit qui, lorsqu'elle prévaut, augmente la disproportion entre riches et pauvres et la ruineuse exploitation de la planète. Lorsque, au contraire, prévaut la logique du partage et de la solidarité, il est possible de corriger la route et de l'orienter vers un développement équitable et durable. »



**Gaël Giraud**

Extraits de la 3e partie de son intervention :

### Les enjeux spirituels

**J**e vais commencer par une remarque personnelle. Avant de devenir jésuite j'ai été

chercheur au CNRS puis grand consultant pour des banques d'affaires. J'ai vu des jeunes gens très bien, très intelligents, se mettre à gagner des sommes colossales. Mais le risque est que, n'ayant plus de réalité s'opposant à eux, ils deviennent déstructurés et même inhumains. Ils peuvent avoir tout ce qu'ils veulent, cela ne leur coûte rien, rien n'a d'importance pour eux. Cela donne des gens qui sont incapables d'entrer dans une alliance avec une femme et qui sont incapables de se soucier du bien commun. C'est ce qu'on appelle le péché structurel et il faut être très fort spirituellement pour résister quand on est dans cette situation.

*“ Apprendre à se parler est un véritable enjeu spirituel. ”*

Le deuxième aspect de l'enjeu de la réduction des écarts des revenus, c'est que les Français puissent réapprendre à se parler entre eux. Les 30% qui ont accès aux études supérieures n'ont plus de contacts réels, dans une vraie rencontre humaine, avec les membres des deux autres tiers.

Je crois que la réduction des écarts des revenus est aussi un enjeu spirituel parce qu'apprendre à se parler entre nous dans le corps social français est un véritable enjeu spirituel.

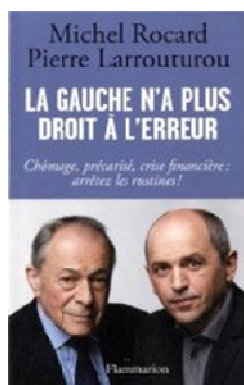
Une catastrophe arrive dans un pays quand le corps social est divisé en deux groupes qui ne se parlent plus. Et je crois que c'est ce qui arrive aujourd'hui.



Vous pouvez lire le texte complet des interventions de Cécile Renouard et Gaël Giraud à l'adresse :

<https://docs.google.com/file/d/0B-DyQK8s7XtlbC1UeFgyUXd2VIU/edit?usp=sharing>

## COMMENT S'EN SORTIR ?



« *N'en déplaise aux néo libéraux, la justice sociale n'est pas un luxe auquel il faudrait renoncer à cause de la crise. Au contraire ! Reconstruire la justice sociale est aujourd'hui la priorité absolue, le seul moyen de sortir de notre dépendance à la dette.* » Cette lecture nous conduit au fil des pages à découvrir l'impérieuse nécessité de renouer aujourd'hui avec cet esprit et très vite.

Le mouvement « Partage », dans ces trente dernières années, a très tôt affiché la nécessité de la **réduction du temps de travail**. Il faut passer à 4 jours, 32 heures, sans étape intermédiaire. « *La semaine des 4 jours ça marche, c'est une réalité dans plus de 400 entreprises.* » La forme actuelle du partage du travail a installé une exclusion à 0 heure pour certains, le temps plein pour d'autres et entre les deux ceux et celles qui galèrent avec des petits boulots.

Le mouvement « Partage » a aussi réclamé une **représentation pour les chômeurs** jamais atteinte même si elle fut envisagée. Comment ne pas apprécier alors de lire sans langue de bois : « *La dégénérescence corporative du syndicalisme et le repliement sur des revendications identitaires (religieuses, ethniques, sexuelles...) sont les deux faces d'une même médaille. Il conviendrait donc de réformer les droits d'action collective pour rendre aux plus faibles une capacité collective d'agir sur leur propre sort.* » R

A partir du 1<sup>er</sup> mars 2013 pourront bénéficier de l'allocation équivalent retraite (AER) tous les chômeurs ayant de faibles ressources, âgés de 59 et 60 ans, inscrits à Pôle emploi avant le 31 décembre 2010. Ce qui devrait concerner près de 10 000 personnes dont le revenu sera porté à 1 030 € par mois.

La Croix, 25 janvier 2013

Voilà une lecture bien revigorante, novatrice, dynamique, d'une contagion convaincante. L'un et l'autre des auteurs reviennent sur « l'esprit de Philadelphie » quand en 1944 avec Roosevelt il est déclaré que le travail n'est pas une marchandise et que la pauvreté constitue partout un danger pour la prospérité de tous. Cette déclaration de Philadelphie prévoit l'adoption de règles sociales. « *N'en déplaise aux néo libéraux, la justice sociale n'est pas un luxe auquel il faudrait renoncer à cause de la crise. Au contraire ! Reconstruire la justice sociale est aujourd'hui la priorité absolue, le seul moyen de sortir de notre dépendance à la dette.* » Cette lecture nous conduit au fil des pages à découvrir l'impérieuse nécessité de renouer aujourd'hui avec cet esprit et très vite.

Il conviendrait donc de réformer les droits d'action collective pour rendre aux plus faibles une capacité collective d'agir sur leur propre sort. » R



personnes concernées et éviter qu'une méconnaissance du vécu de ces situations conduise forcément à l'échec. Le RSA en est l'illustration.

Mais la bonne nouvelle est celle-ci : « *On peut sortir du chômage sans croissance* ». Parce qu'il faut investir massivement dans le logement, déclarer la guerre au dérèglement climatique, créer un Service civil européen, réparer, recycler, réutiliser, développer l'économie sociale et solidaire, valoriser les activités non marchandes et le temps libre, devenir entrepreneurs. A côté des emplois d'avenir pourquoi ne pas mettre en place 150 000 contrats d'entrepreneurs d'avenir, lutter contre les patrons voyous, développer une agriculture durable. Voilà qui n'est pas sans rappeler la réflexion des chômeurs dans la maison toulousaine de « Partage » !

Au CCSC nous sommes conscients que le chômage et la précarité ne sont plus seulement une question sociale parmi d'autres. A l'heure de Diaconia 2013 nous portons

cette question du chômage dans l'Eglise. Ne traitons pas cette question sous l'angle des pauvres et des riches, l'exclusion par le chômage est d'un autre registre. Comme les deux auteurs l'écrivent, chômage et précarité « *deviennent un enjeu de civilisation. L'humanité arrive à un tournant de son histoire.* » Michel Rocard et Pierre Larrouturnou croisent le positionnement d'Alain Supiot avec un même intérêt pour la déclaration

de Philadelphie et la perspective européenne d'un « au-delà de l'emploi » : « *L'emploi ne disparaît pas mais il ne fournit plus un cadre normatif suffisant (s'il l'a jamais fourni) pour assurer à tous, à l'échelle de la planète, un travail décent.* » Leur credo est d'adapter l'économie aux besoins de l'homme et non pas l'inverse.

« **Chômage et précarité deviennent un enjeu de civilisation.** »

cet ordre mondial économique imposé par le monde de la finance. Les conséquences en sont la migration, l'exclusion, la violence. Comme les auteurs nous y invitent retrouvons « l'esprit de Philadelphie » (nom de la ville forgé du grec « amour fraternel »). A l'heure de Diaconia 2013 « *tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales* » (Déclaration de Philadelphie).

Amie DREUILLE, CCSC, Toulouse



## **Le groupe « Place et parole des pauvres » au cœur de Diaconia**

La démarche *Diaconia*, qui invite tous les chrétiens à se mettre au service de la fraternité, ne pouvait exister sans y associer les plus pauvres.

Lancée en 2011, la démarche *Diaconia* invite tous les chrétiens à se mettre au service de la fraternité parce que celle-ci ne concerne pas seulement les associations spécialisées. Elle propose aux communautés chrétiennes de donner toute leur place aux plus fragiles dans l'Eglise et plus largement dans la société. Comme l'explique Daniel Maciel, diacre et un des coordinateurs de la démarche « *on ne pouvait imaginer préparer cette démarche autour de la question du service et de la pauvreté sans y associer directement les plus pauvres.* » Pour les mettre directement au cœur de la démarche, le groupe *Place et parole des pauvres* a été créé.

Une première réunion du groupe, dès novembre 2010, permet d'abord de préciser ce qu'attendent de *Diaconia* les personnes en situation de précarité : « *Nous voulons travailler ensemble pour trouver un langage compréhensible à tous. Aussi bien pour ceux qui participent à la messe dans l'église que pour ceux qui font la manche devant. C'est important qu'on puisse dire les choses avec nos mots à nous, on n'est pas tous instruits.* » Il en ressort aussi leur volonté de participer concrètement à la vie de l'Eglise et d'apporter quelque chose à l'autre, comme l'explique l'une d'entre elles : « *Mon rêve par rapport à l'Eglise ? Qu'il y ait une très grande entraide, un jour c'est l'une qui donne, un jour c'est l'autre. J'aimerais aussi que quand on aide quelqu'un qui en a besoin, on puisse lui demander quelque chose.* »

Une fois par mois, une quinzaine de personnes, issues de différents groupes locaux de partage de vie et de foi autour de la Parole de Dieu, se retrouvent pour réfléchir sur un thème et produire des textes qui servent de pierre d'angle à l'avancement de la démarche *Diaconia*.

Ecouter les pauvres est important mais, au-delà, il s'agit de permettre à chacun de trouver sa place dans nos communautés et dans la société et ce quel que soit son parcours de vie. Et comme le rappelle Patrice Sauvage, animateur du comité de suivi théologique de *Diaconia* « *Aider les personnes n'est pas une conséquence de la Foi, le fait d'apprendre à recevoir d'eux, d'être dans une écoute, constitue un*

*chemin de foi en tant que tel.* » Et il faut donc appeler les chrétiens, et plus largement la société, à une relation de réciprocité dans nos rapports avec les plus fragiles pour ne pas faire *pour* l'autre mais *avec* l'autre, comme l'explique encore Daniel Maciel « *Cette dimension de réciprocité dit que nous sommes tous appelés à nous mettre au service les uns des autres à la suite du Christ* »

*“Un jour c'est l'une qui donne, un jour c'est l'autre.”*



Pour faire émerger la parole des plus pauvres, des groupes comme celui de *Diaconia* sont essentiels. Il faut créer des espaces où elle se construit. Ces espaces don-

nent une visibilité et permettent de changer de regard sur ces personnes, de créer les conditions d'une fraternité sans condescendance.

L'une des espérances du groupe *Place et parole des pauvres* est que dans chaque diocèse il y ait au moins un groupe comme celui-ci pour que les plus fragiles puissent être entendus et reconnus. Parce que, comme dit une personne du groupe « *la Fraternité, ce n'est pas seulement voir les pauvres comme des gens qui manquent et qui ont besoin d'être aidés mais comme des personnes qui ont des richesses à partager.* »

*Hélène Pinazo Canales pour Diaconia  
avec l'accord de Témoignage Chrétien*

Démarche *Diaconia* : [www.diaconia2013.fr](http://www.diaconia2013.fr) diaconia2013@cef.fr



## SUR LES CHEMINS DE LA CHARITÉ *Etienne Grieu, sj*



**C'est un frère,  
c'est une sœur...**

*Du point de vue chrétien, la solidarité consiste à accueillir notre prochain comme Dieu nous accueille dans une Alliance, sans jamais nous lâcher.*

**P**ourquoi l'Eglise tient-elle à la charité ? C'est à cause du chemin qu'a pris Dieu pour nous parler : Il est entré en Alliance avec l'humanité. C'est de ce lien dont l'Eglise vit, et elle le rend sensible dans le monde.

Qu'a-t-elle de spécial, cette relation d'Alliance ? C'est un engagement, par contraste avec une relation où l'on ne se risque pas vraiment. Il est sans condition préalable, sans calcul, sans souci de « réussite ». Son seul « pourquoi ? » est : « parce que c'est toi ». C'est une relation qui appelle à répondre : c'est pourquoi elle fait naître, grandir, rend libre. Elle est prête au pardon : elle ne s'arrête jamais aux non réponses. Ajoutons que le lien de l'Alliance ne boucle pas sur lui-même mais au contraire, dispose toujours à accueillir de nouveaux venus. Enfin, l'Alliance s'intéresse au premier chef à celui qui est menacé de disparaître parce qu'il ne compte pas aux yeux des autres. La vie de Jésus donne à ce type de liens une force stupéfiante ; sa mort sur la croix dit

à quel point notre Dieu y tient et le propose jusqu'au bout.

Voilà notre référence majeure pour envisager la solidarité. Le ressort des engagements des chrétiens, ce n'est donc pas d'abord de résoudre des problèmes (bien que cela puisse l'être aussi, mais alors comme un surcroît, un cadeau que l'on reçoit). Le pourquoi de leur engagement, c'est le frère ou la sœur que l'on risque de perdre et à qui l'on dit, d'une manière ou d'une autre : nous tenons à toi, « je ne te lâcherai pas », comme on lit dans le Cantique. Et cela, parce que nous avons conscience d'être aimés ainsi par Dieu.

*Parce que c'est toi.*

Cela suppose que les communautés chrétiennes se laissent travailler par le don de Dieu, au point que toutes leurs relations en soient façonnées. Nous savons bien que nous ne sommes jamais arrivés.

Mais, sur ce chemin, les plus fragiles sont pour nous des guides sûrs. Car ils reconnaissent tout de suite ce qui a la saveur de l'Alliance, ces liens non calculés, tout simples.

Tout cela peut bien sûr engendrer des tensions ou conflits car les frères et sœurs en souffrance sont rarement confortables. Mais la durée montre qu'on gagne énormément à faire le chemin avec eux, car notre Dieu passe par là.



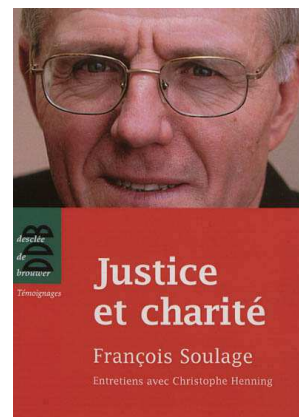
*« La promesse de bonheur, n'est-ce pas encore une utopie ? »*

— Mon combat aujourd'hui, c'est de permettre à toute personne d'être libre. La première pierre de cette liberté, si vous permettez ce jeu de mot, c'est le logement. Quelqu'un qui n'a pas son habitation ne peut pas choisir sa vie.

*« Qu'est-ce qui va vous conduire au bonheur ? »*

— Etre libre de choisir. Ensuite être reconnu : c'est la raison pour laquelle je ne supporte pas les écarts de rémunération indécents. Ce qu'apporte au bien commun une personne ne peut certainement pas être cent fois, mille fois supérieur à ce que les autres peuvent apporter. Même les plus pauvres peuvent apporter quelque chose auquel nous ne prêtons pas attention.

**François Soulage**  
*Extraits du livre « Justice et charité »*



**Prochaine rencontre thématique avec Bruno Grouès,**  
responsable à l'Uniopss du Pôle Lutte contre les Exclusions

**Précisions sur le plan quinquennal interministériel pour l'inclusion**

**Jeu 4 avril 2013 - 19h - 21h**

**Salle Saint Denis - 8 rue de la Boulangerie - 93200 Saint-Denis**  
**métro : Saint Denis Basilique**

### Publication trimestrielle

C.C.S.C. Centre Jean XXIII - 76 avenue de la Grande Charmille du Parc - 91700 STE GENEVIEVE DES BOIS  
CCP 35 267 11 X La Source - E-Mail : ccsc.vlc@gmail.com - Tél 01 69 46 13 03

**Directeur de la publication :** Jean-Pierre Pascual

**Rédaction :** Gérard Marle - Dominique Bourgouin - François Soulage - Gabriel Teste de Sagey - Philippe Dauger - Catherine Bernatet - Marie-Christine Brun  
Commission paritaire 76 885 AS - ISSN 1148 2214 - Imprimerie ANAIS-MONDIAL NET - 125/131 avenue Louis Roche 92230 GENNEVILLIERS